

GAGNER ENSEMBLE LA FIN DES APC

Du temps pour mieux travailler



ON CONTINUE !

Depuis 2012 de nombreuses réformes sont mises en œuvre. Les sollicitations institutionnelles sont nombreuses (nouveaux programmes, PEDT, projets d'école, liaison école/collège,...) mais le ministère refuse toujours tout changement dans l'organisation et la répartition horaire du travail des enseignants. Cela a été encore le cas en juin dernier, où la redéfinition de nos obligations de service aurait dû être l'occasion de mettre fin aux activités pédagogiques complémentaires (APC), jugées inefficaces par une très grande partie des enseignant-es afin de reconnaître tout le travail en dehors de la classe que font les enseignants.

Il y a urgence. Nous avons besoin de moyens et de temps. C'est dans ce cadre que le SNUipp-FSU a lancé sa campagne « GAGNER ENSEMBLE LA FIN DES APC - du temps pour mieux travailler ». Il appelle ainsi les enseignant-es à s'engager massivement à ne plus mettre en œuvre les APC afin de peser sur l'ouverture rapide de nouvelles discussions sur nos obligations de service. En cas de refus ou d'échec des discussions, le SNUipp-FSU appellera à ne plus mettre en œuvre les APC afin de se réapproprié ce temps.

Désireux de s'investir dans cette campagne, des collègues nous questionnent sur le calendrier de mise en œuvre, les risques, les modalités de l'action... Nous répondons ci-dessous à certaines d'entre elles.

Y A-T-IL UN « RISQUE » SI JE M'ENGAGE EN LIGNE À NE PAS FAIRE LES APC ?

Il n'y a aucun risque. L'engagement à ne pas mettre en place les APC ne deviendra effectif que lorsque le SNUipp-FSU se sera adressé à la ministre et donnera officiellement la consigne syndicale. Chaque engagement participe de la construction et de la réussite de l'action collective pour obtenir l'ouverture de discussions avec le ministère.

A PARTIR DE QUAND NE MET-ON PAS EN PLACE LES APC ?

Actuellement, le SNUipp-FSU recueille les engagements des enseignant-es à ne plus mettre en place les APC. Dès que 35 000 collègues se seront engagé-es, le syndicat demandera à la Ministre d'ouvrir des discussions sur le temps de travail. Si celles-ci échouent ou si la ministre refuse d'ouvrir des discussions, nous lancerons la consigne syndicale de ne plus mettre en place les APC. C'est à partir de ce moment que les enseignant-es qui s'y seront engagés, et d'autres, ne mettront plus en place les APC.

Par ailleurs, il n'y a aucune obligation à débiter les APC dès la rentrée, ces 36 heures sont annuelles.

ET LORSQUE LA CONSIGNE SERA LANCÉE, QUELS SERONT LES « RISQUES » ?

Certain-es inspecteurs-trices et DASEN pourraient exercer des « pressions » auprès des enseignant-es engagé-es dans la consigne syndicale du SNUipp-FSU. Mais la démarche engageant au moins 35 000 collègues à suspendre les APC permet de créer un rapport de force plus élevé qu'un simple face-à-face entre un-e enseignant-e et son IEN.

